



## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

### Les auditions des commissaires par le Parlement européen

Les auditions des commissaires par le Parlement ont donné quelques pistes sur la façon dont ils aborderont les Services d'intérêt général.

Le commissaire en charge de la **concurrence**, Mario Monti, s'est engagé à suivre la voix de son prédécesseur et à faire preuve de la même rigueur vis à vis des entreprises, en matière de concentration, et des Etats, en matière d'aides. Il a exprimé son souci d'expliquer aux citoyens les décisions prises et, selon lui, la politique de la concurrence doit favoriser les emplois durables. David Byrne, commissaire en charge, notamment, de la **politique des consommateurs**, a indiqué qu'il ferait largement usage de l'article 153 contenu dans le Traité d'Amsterdam qui fait de ce domaine une politique communautaire à part entière. S'il a regretté l'insuffisance du budget en la matière, il a considéré qu'il était irréaliste, dans les conditions actuelles, d'espérer des dotations supplémentaires.

La commissaire en charge, notamment, des **transports** et de l'**énergie**, Loyola de Palacio n'a pas annoncé de changement par rapport à la politique menée par son prédécesseur. Dans les transports, elle entend poursuivre la réforme ferroviaire et faire avancer l'intermodalité, relancer le dossier de la taxation des infrastructures et, dans le domaine aérien, ouvrir un débat sur une stratégie globale de protection des usagers et instaurer une instance de surveillance du marché unique. Elle reconnaît, par ailleurs, le rôle des pouvoirs publics pour assurer la prestation de **service d'intérêt général** dont la qualité relève des autorités compétentes, locales ou régionales et estime que le rôle de l'Union Européenne est d'agir pour améliorer les conditions d'attribution des marchés. En matière d'énergie, la commissaire dit vouloir privilégier une approche basée sur le consensus plutôt que sur la législation, "à condition qu'elle produise des résultats rapides et satisfaisants". A l'occasion du prochain Forum des régulateurs, à Florence, en novembre prochain, la Commission devrait présenter un rapport sur les obligations de service public dans le secteur de l'électricité.

Sur le **secteur postal**, Frits Bolkestein, en charge du marché intérieur, a indiqué que la politique de la Commission sera d'assurer aux consommateurs européens un service universel de qualité, à un prix abordable. Le maintien d'un domaine réservé conférant un monopole aux Etats nationaux doit leur permettre de financer le service universel, mais ce domaine réservé ne peut qu'être limité "à un petit domaine de sorte qu'une partie plus importante du secteur postal soit libérée et ouverte à la concurrence". Il promet une sortie rapide de la directive, mais exclut qu'elle entre en vigueur avant 2003. Sur l'**harmonisation fiscale**, il a exprimé des positions minimalistes. Pascal Lamy, qui sera en charge des **négociations dans le cadre de l'OMC**, s'est déclaré pour l'ouverture des marchés en précisant que "pour être efficace, la globalisation devait cependant être maîtrisée, pilotée, gérée en fonction des intérêts des citoyens européens" et que "en matière de développement, de droits de l'homme et de normes sociales,...., l'Union Européenne est porteuse de valeurs qui ont vocation d'universalité".

### The European Parliament's Hearings of the Commissioners

The European Parliament's hearings of the Commissioners provides some indications of how they will tackle the Services of General Interest.

The **competition** Commissioner, Mario Monti, has committed himself to following the position of his predecessor and showing the same thoroughness *vis-à-vis* companies, with respect to concentration, and concerning State aid. He has expressed concern about the need to explain to decisions citizens, and he considers that competition policy should favour sustainable employment. David Byrne, the Commissioner in charge especially of **consumer policy**, has indicated that he will use extensively Article 153 of the Amsterdam Treaty which has made such policy a full part of Community policy. While he regrets the insufficiency of the budget, he believes that obtaining more funding is unrealistic under the present circumstances.

Loyola de Palacio, the Commission responsible in particular for **transport** and **energy** did not announce any change in policy with respect to her predecessor. For transport, she intends to continue with the reform of rail and support intermodality; re-launch the matter of infrastructure taxation; open up a debate on a global strategy for protecting air passengers; and set up a body to oversee the single market. Furthermore, she recognises the role public authorities have in ensuring the provision of **services of general interest**, whose quality falls under the jurisdiction of the competent authorities, locally and regionally, and considers that the European Union can act to improve the conditions for attributing public markets. For energy, the Commissioner stated she wanted to favour a consensus-based approach, rather than legislation "provided that it produces rapid and satisfactory results". The Commission should present a report on the public service obligations of the electricity sector, at the next Regulators' Forum, in Florence, in November.

Concerning the **postal sector**, Frits Bolkestein, who is in charge of the internal market, has indicated that Commission policy will ensure a universal, quality service for European consumers, at an affordable price. The maintenance of a protected area of activity and hence a monopoly for national States should make it possible to finance such a universal service. However, this reserved area is only to be limited to "a small area so that a more substantial area of postal services may be liberalised and opened up to competition". He promised that the Directive would be ready soon, but ruled out that it would be applied before 2003. As for **tax harmonisation**, the positions he put forward were minimalist. Pascal Lamy, who will be in charge of **negotiations in the WTO framework**, came out in favour of opening markets, while specifying that "to be effective, globalisation should however be mastered, piloted, managed as a function of the interests of European citizens", and that "the European Union is a force promoting universal values concerning the development of human rights and social norms".

Le commissaire qui a été chargé de suivre la prochaine **conférence intergouvernementale** (CIG), Michel Barnier, a jugé nécessaire que celle-ci se penche sur la dévolution au Parlement d'un pouvoir d'avis conforme sur les Traités (droit de veto). Il a, en outre estimé que l'examen de la **Charte des droits fondamentaux** devait être fait par la CIG. Le commissaire en charge de la justice et des affaires intérieures, Antonio Vitorino s'était auparavant posé en responsable de la Charte et engagé à ce que les droits fondamentaux reconnus aux citoyens européens soient étendus aux immigrants légaux.

---

## Service d'intérêt général et protection des consommateurs

La présidence finlandaise a organisé, à Helsinki (9/10 septembre), un colloque sur les services d'intérêt général et la protection des consommateurs. Les débats ont porté, notamment, sur les missions d'intérêt général et leurs évolutions (branchement à Internet, accès aux crédits et services bancaires,...), les contrats et l'accès à la justice pour en garantir l'exécution, l'évaluation des services publics et l'implication des consommateurs. Pour sa part, le Portugal a annoncé l'organisation d'une manifestation sur les services d'intérêt général durant sa présidence (1<sup>er</sup> semestre 2000). Il convient, par ailleurs, de noter que le conseil consommateurs du 8 novembre prochain comportera une audition publique consacrée au sujet.

---

## Procédures contre des Etats membres

La **Commission** a lancé des procédures d'infraction pour violation supposées aux règles communautaires. En matière d'**énergie**, elle : ♦ a confirmé qu'une enquête était en cours sur le non respect par la France de la directive européenne sur le marché intérieur de l'électricité ♦ entend vérifier que la nouvelle taxe instituée en Allemagne pour favoriser l'approvisionnement en énergie renouvelable ne constitue pas une aide d'Etat déguisée.

En matière de **marchés publics**, le Royaume Uni et la France ont deux mois pour expliquer des restrictions qu'ils ont imposées et l'absence d'information préalable (France). Dans le domaine des **transports**, la Commission a lancé, en juillet, une enquête sur des subventions versées par les autorités italiennes à six sociétés d'un groupe de transport par transbordeurs pour vérifier qu'elles correspondent bien à leurs obligations de service public et ne constituent pas des aides

---

## Programme de travail 1999-2000

Dans le cadre de la préparation de la Conférence intergouvernementale et de la Charte des droits fondamentaux, décidées par le Conseil européen de Cologne, le CELSIG organisera une réunion de travail avec les animateurs des réseaux et organisations européennes, le 14 octobre prochain à Bruxelles, afin de confronter leurs propositions sur les Services d'intérêt général et d'examiner leur convergence (Renseignements auprès du Celsig).

---

Adressez à "NOUVELLES NEWS EUROPE" de brèves **informations** en français et anglais, par courrier, fax, E-mail (celsig@worldnet.fr)

The Commissioner responsible for the next **Inter-Governmental Conference** (IGC), Michel Barnier, judged it necessary that the IGC should look into the matter of devolving opinion-giving power to the Parliament (the right to veto), in conformity with the Treaties. In addition, he esteems that the **Charter of Fundamental Rights** should be examined at the IGC. Antonio Vitorino, Commissioner in charge of justice and interior affairs had previously claimed responsibility for the Charter and had supported the idea that fundamental rights should be extended to legal immigrants.

---

## Services of General Interest and Consumer Protection

The Finnish Presidency organised a seminar on services of general interest and consumer protection in Helsinki (9/10 September). The debates focused especially on general interest missions and their evolution (Internet connection, access to bank services and credit etc.), contracts and access to the legal system to ensure their execution, the evaluation of public services and the implication for consumers. For its part, Portugal has announced the organisation of an event concerning services of general interest during its presidency (as of 1 January 2000). It should also be mentioned that the Consumer Council will hold public hearings on this matter, the 8 November next.

---

## Protection against Member States

The **Commission** has launched legal proceeding for supposed violations of Community rules. For **energy**, it ♦ has confirmed that a study is being undertaken into the non respect by France of the European directive on the internal market ♦ in energy it intends to verify that a new tax implemented by Germany to favour the provision of renewable energy is not a disguised form of State aid.

Concerning **public procurement**, the United Kingdom and France have two months to explain restrictions they have imposed and the lack of preliminary information (France). For **transport**, the Commission launched a study, in July, into subsidies provided by the Italian authorities to six companies in transfer transport, to ensure that the subsidies relate to public service obligations and are not a form of aid.

---

## The Work Programme for 1999-2000

As part of the preparations of the Inter-Governmental Conference and the Charter of Fundamental Rights, decided by the European Council in Cologne, the CELSIG is organising a working meeting with European network and organisation managers, the 14 October in Brussels, so that they may debate their views on Services of General Interest and examine how these converge (for information contact CELSIG).

---

Please send brief information to "NOUVELLES-NEWS-EUROPE", in English and French, by courier, fax or E-mail (celsig@worldnet.fr).

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Nicholas Sowels. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.